

Cote du document: EB 2011/102/R.19/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 12 b) i)  
Date: 11 mai 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et de don à la République d'Indonésie pour le

### Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Ronald Hartman**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2184  
courriel: r.hartman@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Fonctionnaire responsable des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent deuxième session  
Rome, 10-12 mai 2011

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>i</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>5</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## Sigles et acronymes

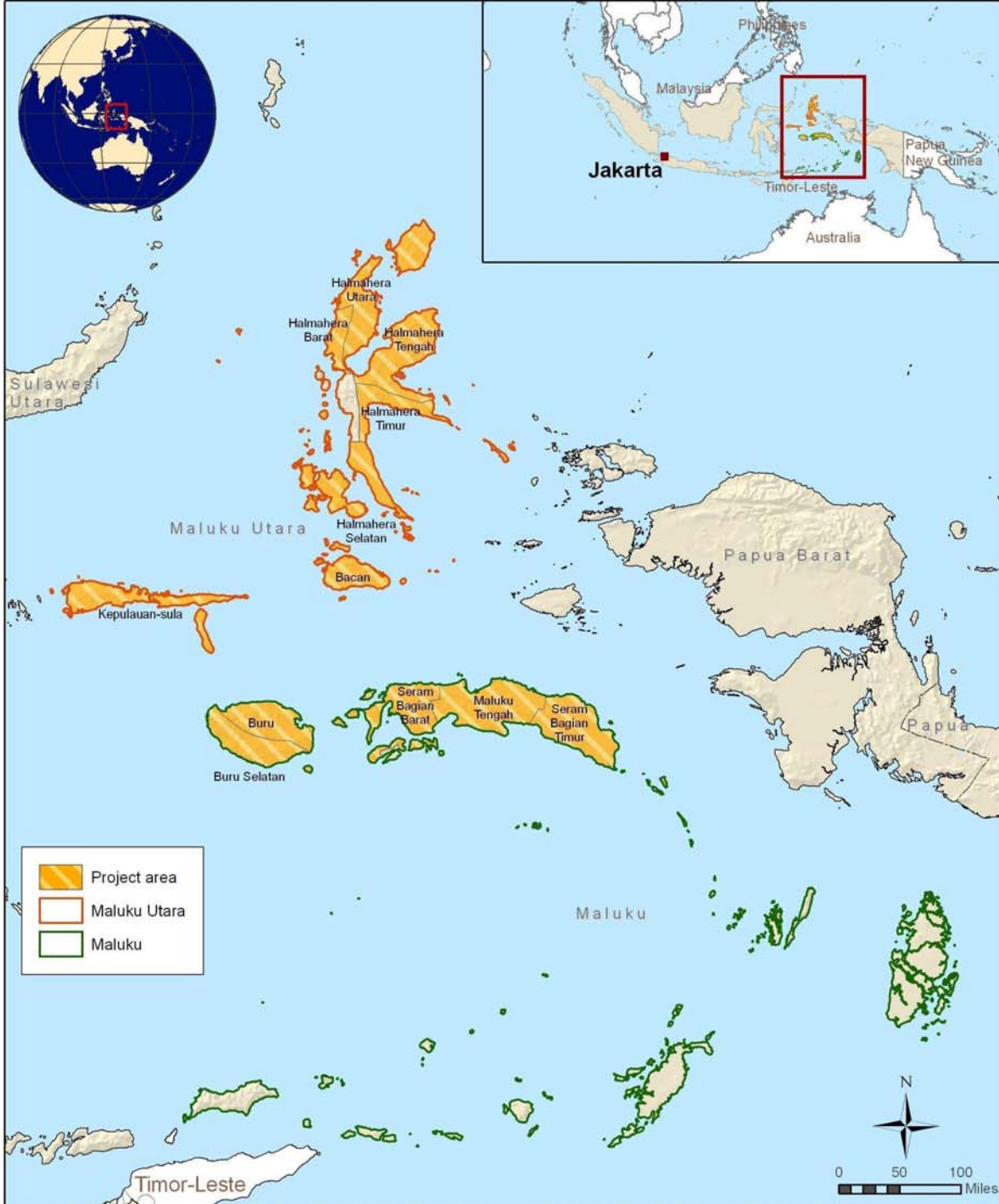
FEM                      Fonds pour l'environnement mondial

# Carte de la zone du projet

## Republic of Indonesia

### Smallholder Livelihood Development Project in Eastern Indonesia

Design report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République d'Indonésie

### Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République d'Indonésie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, Agence nationale pour la sécurité alimentaire
<b>Coût total du projet:</b>	65 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	30,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 49,11 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	0,67 million de DTS (équivalant approximativement à 1,08 million d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant à la moitié du taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	14,81 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Indonésie pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

## Proposition de prêt et de don à la République d'Indonésie pour le Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie

### I. Le projet

#### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le projet visera à améliorer les moyens d'existence et à réduire l'incidence de la pauvreté dans une région qui a été touchée par les conflits et est confrontée à un manque d'accès aux différentes formes de capital – humain, physique, financier, naturel et social – ainsi qu'à d'autres problématiques comme la contraction de l'économie, le taux de chômage élevé et l'insécurité alimentaire.
2. Le projet se concentrera sur: i) l'amélioration des compétences et l'autonomisation des communautés locales, des groupements d'agriculteurs et de leurs organisations; ii) la diversification des sources d'approvisionnement alimentaire des ménages et l'adjonction de valeur aux cultures vivrières à travers la transformation et la commercialisation au niveau local; iii) l'amélioration de la transformation locale après récolte, notamment des cultures et des produits de la pêche et de la mer; iv) la facilitation des liens entre les producteurs et les marchés; v) la mise en place de petites infrastructures rurales pour améliorer la productivité agricole et accroître la participation communautaire; et vi) le renforcement de la coordination et de la gestion concernant l'exécution du projet aux niveaux national et régional.

#### B. Financement proposé

##### Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la République d'Indonésie un prêt d'un montant de 30,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 49,11 millions d'USD) à des conditions intermédiaires, et un don d'un montant de 0,67 million de DTS (équivalant approximativement à 1,08 million d'USD) afin de contribuer au financement du Projet d'amélioration des moyens de subsistance des petits exploitants dans la partie orientale de l'Indonésie. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant à la moitié du taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle.

##### Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation fixée pour la République d'Indonésie au titre du SAFP est de 82,10 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2010-2012). Les montants du prêt et du don s'inscrivent dans cette allocation triennale.

##### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. Le ratio dette-PIB de l'Indonésie a baissé régulièrement au cours des dernières années du fait de la croissance du PIB et d'une bonne gestion budgétaire. En 2009, le PIB était équivalent à 540,2 milliards d'USD et la croissance réelle était de 4,5%. Toujours en 2009, la dette extérieure du pays représentait environ 28% du PIB.

**Flux de fonds**

6. Des comptes désignés séparés pour le prêt et le don du FIDA seront ouverts auprès de la Bank of Indonesia. Le flux des fonds respectera les mécanismes de paiement budgétaire du gouvernement (*APBM*). Le budget du projet (prêt du FIDA, don et contribution du gouvernement) sera acheminé du Ministère des finances jusqu'à chacun des organismes d'exécution participants aux niveaux national, provincial et de district en utilisant les méthodes de transfert budgétaire du gouvernement.

**Modalités de supervision**

7. Le FIDA supervisera directement le projet.

**Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

8. Aucune dérogation n'est prévue.

**Gouvernance**

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) transparence de l'information et amélioration de la divulgation; ii) élaboration de processus transparents de participation et de consultation; iii) renforcement du suivi et de la surveillance; et iv) développement des capacités de gestion et de responsabilisation.

**C. Groupe cible et participation****Groupe cible**

10. Le projet visera au total 11 districts: cinq dans la province des Moluques et six dans la province des Moluques du Nord. Il bénéficiera directement à environ 49 500 ménages ruraux. Le groupe cible est constitué des petits exploitants engagés dans la production arboricole et de cultures vivrières. Un autre sous-groupe cible important est représenté par les ménages dirigés par des femmes. Les communautés pauvres autochtones et d'immigrants sont également visées.

**Méthode de ciblage**

11. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le projet utilisera des approches de ciblage géographique et direct pour la sélection des ménages dans les districts, les sous-districts et les villages cibles.

**Participation**

12. La conception du projet repose sur la participation des bénéficiaires et des partenaires à la planification, à la prise de décisions, à l'exécution et à la surveillance des activités du projet, et ce, à tous les niveaux institutionnels.

**D. Objectifs de développement****Objectifs clés**

13. L'objectif général du projet est l'amélioration des moyens d'existence (revenus et sécurité alimentaire) et la réduction de l'incidence de la pauvreté pour les populations des villages ciblés dans les deux provinces.

**Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

14. Le projet soutiendra les réformes prioritaires en matière de politiques et d'institutions pour garantir un appui continu en faveur de la réduction de la pauvreté et du développement des systèmes agricoles des petits exploitants dans les provinces des Moluques et des Moluques du Nord. Les accords de conception et d'exécution du projet sont conformes aux processus de décentralisation du gouvernement et vont dans le sens de l'amélioration de la prestation des services aux différents niveaux institutionnels. En particulier, le projet renforcera les capacités des institutions villageoises en matière de développement social et économique et de gestion des ressources naturelles.

### **Politique et stratégie d'alignement du FIDA**

15. Le projet s'inscrit dans le droit fil du programme d'options stratégiques pour l'Indonésie (2009-2013) du FIDA dans la mesure où: i) il est axé sur le développement de l'agriculture paysanne afin de réduire la pauvreté; ii) il contribue au renforcement de la compétitivité des petits exploitants et producteurs et à la croissance de l'économie rurale; et iii) il s'attaque aux principales causes de la pauvreté rurale.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

16. La conception du projet est conforme aux politiques et aux priorités du gouvernement en matière de développement agricole et rural et de réduction de la pauvreté qui sont incluses dans le Plan national de développement à moyen terme 2010-2014.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

17. Le projet établira des synergies avec les partenaires concernés ainsi qu'avec d'autres activités en cours dans les zones de projet durant la période d'exécution.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

18. Le projet comprend cinq composantes: i) autonomisation des communautés; ii) amélioration de la productivité et systèmes agricoles intégrés; iii) développement des filières et commercialisation; iv) investissement dans des infrastructures rurales productives; et v) renforcement des institutions et gestion du projet. Le renforcement des capacités et l'intégration des questions de parité des sexes seront incorporés dans toutes les activités.

### **Catégories de dépenses**

19. Le projet compte dix catégories de dépenses: i) travaux de génie civil (14,1%); ii) véhicules (1,9%); iii) matériel et fournitures (22,1%); iv) renforcement des capacités, études et ateliers (26,5%); v) fonds de contrepartie (12,1%); vi) consultants internationaux (0,2%); vii) consultants nationaux et services des ONG (7,1%); viii) dépenses de personnel (4,2%); ix) utilisation et entretien des véhicules (2,4%); et x) dépenses de fonctionnement des bureaux (9,6%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

20. L'organisme chef de file du projet sera l'Agence nationale pour la sécurité alimentaire du Ministère de l'agriculture. Les principaux partenaires d'exécution seront: i) les membres des communautés locales; et ii) les facilitateurs, le personnel et les ressources techniques aux niveaux du sous-district, du district et de la province.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

21. Le comité directeur national, qui a été établi en Indonésie pour tous les projets soutenus par le FIDA et placé sous la responsabilité du Ministère de l'agriculture, assurera l'orientation et la coordination d'ensemble en matière d'élaboration de politiques. Le bureau national de coordination du projet fournira l'appui général en matière de supervision, d'exécution, d'orientation et de gestion aux niveaux sous-nationaux, y compris la planification, la gestion financière, et le suivi-évaluation. Dans chaque province, le bureau principal du projet au niveau provincial sera responsable de la préparation des plans de travail et budgets annuels du district et de la province, et de la supervision, du suivi-évaluation des activités mises en œuvre à ces niveaux. Dans chaque district, un bureau de gestion du projet, sous la conduite du directeur de projet, sera établi au sein de l'organisme principal d'exécution qui est chargé de la gestion d'ensemble du projet aux niveaux du district et du sous-district.

### **Rôle de l'assistance technique**

22. L'assistance technique se concentrera sur la fourniture d'un appui technique et de gestion du projet dans les domaines du développement des filières, de la commercialisation, des agro-industries, du développement des entreprises, de l'ingénierie, de l'intégration des questions de parité des sexes, de la gestion financière, de la passation des marchés, du développement et de la formation des ressources humaines, et de la communication.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

23. L'exécution du projet sera régie par l'accord de financement du projet. Un manuel relatif à l'exécution du projet a été élaboré et servira de guide à la mise en œuvre.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

24. Le coût total du projet s'élève à 65 millions d'USD sur sept ans et demi. Les sources de financement sont le FIDA (77%) et le gouvernement (23%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du programme**

25. Les principaux avantages directs découleront de: i) l'amélioration des prix des produits exportés des îles en raison d'une meilleure qualité et d'une certaine valeur ajoutée (gestion après récolte et première transformation); ii) l'augmentation des rendements agricoles suite à l'utilisation de techniques améliorées à bas prix de culture, de plantation d'enrichissement et de lutte contre des ravageurs; iii) la remise en état des infrastructures rurales de production, surtout les routes de desserte, les systèmes de micro-irrigation et les superficies précédemment cultivées; et iv) l'amélioration de la gestion des ressources naturelles. En outre, le projet favorisera l'autonomisation des communautés et contribuera à l'instauration de liens entre le gouvernement central, les administrations sous-nationales et les communautés rurales.

### **Viabilité économique et financière**

26. Le taux de rentabilité économique interne du projet est estimé à 15%.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

27. Les activités de gestion des savoirs et de communication comprennent: i) les évaluations annuelles des prestataires de services par les communautés locales; ii) les résultats de l'analyse des politiques et autres études spécifiques; et iii) les réunions annuelles organisées pour examiner la performance du projet et du programme de pays et pour partager les enseignements tirés.

### **Innovations en matière de développement**

28. Le projet présente trois innovations majeures: i) dans le cadre de l'approche-filière du projet, l'augmentation des quantités de produits agricoles gérées par les fédérations villageoises, selon les demandes du marché; ii) l'introduction de processus trimestriels de coordination et de consolidation pour améliorer la performance opérationnelle; et iii) l'adoption d'une approche intensive et stratégique de renforcement des capacités.

### **Approche d'élargissement**

29. L'appui du projet au développement agricole et économique devrait produire des enseignements et des expériences précieux que le gouvernement pourra mettre à profit pour élargir ses investissements dans ces domaines. En particulier, les investissements dans la réorganisation des filières représente une innovation et possède de bonnes potentialités d'application à plus grande échelle.



## J. Principaux risques

### Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Le projet est confronté à cinq risques majeurs: i) des institutions inefficaces à tous les niveaux risqueraient de compromettre les résultats du projet; ii) les petites infrastructures rurales construites au niveau villageois sont souvent de faible qualité et mal entretenues; iii) le taux présumé de transfert de technologies et d'adoption d'initiatives de transformation et de commercialisation susceptibles d'ajouter de la valeur à la production des cultures vivrières et de rapport pourrait ne pas se réaliser; iv) les passations des marchés relatifs aux intrants et autres matériels requis par les organisations d'agriculteurs et par les groupes autonomes financés par l'aide du projet pourraient être retardées; et v) le manque d'accès au crédit pourrait freiner les activités des groupes autonomes et de leurs fédérations. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes: i) le projet fournira les ressources nécessaires pour financer du personnel additionnel afin d'aider les groupes et leurs fédérations à renforcer les capacités des administrations provinciales et de district de l'organisme chef de file pour qu'elles s'acquittent efficacement de leurs fonctions d'appui; ii) le projet accordera la priorité aux infrastructures simples directement liées à l'amélioration de la productivité agricole que les groupes autonomes et leurs fédérations sont déjà en mesure de mettre en place et d'entretenir; iii) des agents de vulgarisation et des ONG expérimentées appuieront les groupes d'entraide et leurs fédérations, et les agents d'exécution auront accès à l'expérience, aux enseignements et aux meilleures pratiques du programme de développement intégré participatif en zones non irriguées dans le contexte de l'après-crise; iv) la participation communautaire sera utilisée dans les procédures de passation des marchés; et v) les groupes d'entraide et leurs fédérations mettront en place et constitueront des fonds renouvelables collectifs pour que leurs membres aient accès aux ressources nécessaires pour l'achat des intrants.

### Classification environnementale

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

## K. Durabilité

32. Le projet vise à assurer que les groupes d'entraide et leurs fédérations puissent continuer à fonctionner de façon rentable et à développer de manière autonome le projet. En outre, celui-ci: i) mettra en place et appuiera des fonds renouvelables collectifs en mesure de couvrir les besoins en fonds d'investissement à l'issue du projet, tout en facilitant également l'accès des groupes d'entraide et de leurs fédérations aux fonds des institutions de microfinance/du secteur bancaire; ii) soutiendra les facilitateurs agricoles et les agents de santé vétérinaire villageois du secteur privé pour qu'ils puissent continuer à fournir des services rémunérés une fois achevée l'aide du projet; et iii) sensibilisera les administrations villageoises pour qu'elles soient en mesure d'utiliser leurs ressources budgétaires pour l'entretien des petites infrastructures rurales financées par le projet. Le projet favorisera également le développement de petites entreprises dans le cadre des activités relatives aux filières, qui devraient s'avérer rentables et durables après le projet.

## II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre la République d'Indonésie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.

34. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

### **III. Recommandation**

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions intermédiaires, d'un montant équivalant à trente millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (30 300 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un don d'un montant équivalant à six cent soixante-quinze mille droits de tirage spéciaux (675 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# Negotiated financing agreement: "Smallholder Livelihoods Development Project in Eastern Indonesia"

(Negotiations concluded on 6 May 2011)

## FINANCING AGREEMENT

Loan Number: \_\_\_\_\_

(Grant Number: \_\_\_\_\_)

Project Title: Smallholder Livelihood Development Project in Eastern Indonesia (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Indonesia (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### Preamble

WHEREAS, the Borrower/Recipient has requested a Loan and a Grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement (the "Project");

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

**Section B**

- 1 (a) The amount of the Loan is thirty million three hundred thousand Special Drawing Rights (30 300 000 SDR)  
(b) The amount of the Grant is six hundred and seventy-five thousand Special Drawing Rights (675 000 SDR).
- 2 The Loan is granted on intermediate terms in accordance with Section 5.01(c) of the General Conditions.
- 3 The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.
- 4 The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
- 5 Payments of principal and interest shall be payable on each 1 March and 1 September.
- 6 There shall be two Designated Accounts in United States dollars, one for the Loan and one for the Grant at the Bank of Indonesia for the benefit of the Lead Project Agency.
- 7 The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of fourteen million eight hundred thousand United States dollars (USD 14 800 000).

**Section C**

- 1 The Borrower/Recipient designates the Ministry of Finance as representative for the purposes of Section 15.03 of the General Conditions.
- 2 The Lead Project Agency shall be the Agency for Food Security of the Ministry of Agriculture (MOA).
- 3 The following are designated as additional Project Parties. The National Project Coordinating Office (NPCO), Provincial Project Coordinating Offices (PPCOs), District Project Management Offices (DPMOs) and shall include but are not limited to institutions and other development partners mentioned in Schedule 1.
- 4 The Project Completion Date shall be seven (7) years and six (6) months from the date of entry into force of this Agreement.

**Section D**

The Fund shall administer the Loan and supervise the Project.

**Section E**

- 1 The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal. The Agency for Food Security (AFS) shall prepare and issue a Project Implementation Manual within 90 days of the date of entry into force of this Agreement.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

Ron Hartman  
Country Programme Manager  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome,  
Italy

For the Borrower/Recipient:

Director of Funds  
Ministry of Finance of the  
Republic of Indonesia  
Gd Prijadi Praptosuhardjo II  
Lantai 3  
Jakarta Pusat 10710  
Indonesia

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Borrower/Recipient

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit approximately 49,500 farm households in 11 districts in Maluku (5 districts) and North Maluku (6 districts) (the "Project Area"). The target group consists of smallholder farmers engaged in tree and food crop production. The Project will specifically target woman-headed households and poor indigenous and immigrant communities.
2. *Goal.* The goal of the Project is: to improve livelihoods (incomes and food security) and reduce the incidence of poverty for people in the targeted villages in the Maluku and North Maluku districts.
3. *Outcomes.* The expected outcomes of the Project are: (i) village institutions and self-help groups and unions function effectively; (ii) target group farmers use improved, sustainable production systems and low levels of purchased inputs are achieved; (iii) target communities improve natural resource management systems; (iv) self-help groups (SHGs) and unions/federations operate as successful elements of the value chains for the targeted commodities; and (v) small-scale infrastructure available in the target villages with the community organisations undertaking their operation and/or maintenance is improved.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
  - 4.1 Component 1: Community Empowerment. The output of this component is that communities are mobilised and SHGs and Federations are established. The Project will adopt a Sustainable Village Development Approach which will include: establishing and capacity building of the smallholders' institutions (SHGs and Federations), mainstreaming the use of local social capital, improving smallholder competitiveness and farming systems, value chain management, and environmentally sound resource management.
  - 4.2 Component 2: Productivity Improvement and Integrated Farming Systems. The output of this component is that the extension services are improved to facilitate increased agricultural productivity by smallholders. Following a menu of options, the focus will be on productivity and quality improvement in the production of agriculture and livestock products in which the provinces enjoy a natural comparative advantage, e.g. increasing cocoa, nutmeg and coconut production, improving the productivity of annual food crops (rice, cassava etc.) within the farming systems, improving production of vegetables for villages with access to urban markets and development of small semi-intensive units for livestock.
  - 4.3 Component 3: Value Chain Development and Marketing. The output of this component is the availability of services to improve market returns by the SHGs and Federations. The Project will support the development of Federations and their integration in value chains through the provision of financial (equity and/or working capital<sup>1</sup>), technical and management support, based on sound business plans. Links will be developed between the Federations and key value chain participants to provide incentives for farmers to adopt the interventions and produce higher (export) quality products, to grade produce and ensure good primary processing (drying and storage). An additional potential opportunity for cacao is exploring the

---

<sup>1</sup> The financing will be provided on a grant basis.

possibility of linking with the fermented bean market and encouraging farmers to enter this higher value market chain.

- 4.4 Component 4: Productive Rural Infrastructure. The output of this component is that small-scale rural infrastructure is improved. The Project will finance investments in small-scale productive rural infrastructure through the provision of community grants, in response to proposals submitted by the villages and to complement the Project's support for agricultural productivity improvement. Examples of possible investments include: upgrading access from village to the farmers' fields, micro-irrigation schemes, small crop drying and storage facilities, clean water facilities/dug wells and rehabilitation of previously cropped areas.
- 4.5 Component 5: Institutional Strengthening and Project Management. The output of this component is efficient Project management and coordination. This component will finance the costs of Project management at national, provincial and district levels and support the development of the staff capacity of key participating agencies to provide the services required by the rural community in the target villages.

## II. Implementation Arrangements

1. The Project will be a "central government project", with the Agency for Food Security (AFS) of the Ministry of Agriculture (MOA) as the Lead Project Agency, delegating the responsibilities to the local governments for Project implementation. The National Project Coordinating Office (NPCO) in AFS, headed by a National Project Coordinator, will manage the coordination and implementation of the Project. For policy guidance, advice and overall coordination, the SOLID Project will use the existing National Steering Committee (NSC) established for all IFAD-supported projects under the responsibility of MOA which was established by decree of the Minister of MOA in February 2008. In each province, a Provincial Project Coordinating Office (PPCO), headed by a Provincial Project Coordinator, will be established in the Provincial Lead Project Agency. In each district, a District Project Management Office (DPMO), headed by a District Project Manager (DPM), will be established in the District Lead Agency, responsible for overall Project management at the district and sub-district levels. The Project will work with other government agencies, NGOs, donor-supported projects, universities, private sector and/or other development partners to strengthen the capacity of provincial, district and sub-district institutions and their staff for effective service delivery.

### 2. Main Implementing Agencies and their Roles

- 2.1 National Level. The NPCO in the AFS will provide overall supervision, implementation guidance and management support to the sub-national levels, including planning, financial management, procurement and M&E. The NPCO will prepare the consolidated documents combining provincial level documents with those for national level activities: AWPBs, semi-annual and annual Progress Reports, annual Financial Reports, M&E reports, including the Results Impact Management System (RIMS) reports, Withdrawal Applications (WAs), annual financial statements, audit reports and other reports/ documents needed by IFAD and the government.
- 2.2 Provincial Level. In each province, a Provincial Project Coordinating Office (PPCO), headed by a Provincial Project Coordinator, will be established in the Provincial Lead Project Agency (AFS in Maluku and Provincial Agriculture Services in North Maluku).

The responsibilities of the PPCOs are to: (i) consolidate the district annual work plan and budget (D-AWPB), prepare the provincial AWPB (P-AWPB), and submit P-AWPB to the

AFS/NPCO in a timely manner; (ii) supervise, monitor and evaluate the district and provincial project activities and manage the M&E/RIMS; (iii) manage the recruitment of the NGO to undertake the community mobilisation/facilitation activities with assistance from the NPCO; (iv) consolidate the district reports and prepare the provincial semi-annual and annual progress reports for submission to the AFS/NPCO in a timely manner; (v) consolidate the district financial reports, records and accounts for provincial expenditures and prepare the quarterly financial reports for submission to the AFS/NPCO; (vi) prepare training curricula and manuals, organise Trainer-of Trainers courses and train provincial and district staff on project management and technical topics; (vii) produce appropriate multi-media materials for extension workers and farmers in collaboration with the AIAT staff; (viii) establish linkages with research and training institutions and support the identified activities; (ix) assist in organising meetings of the Provincial Technology and Extension Committee (PTEC) and keep accurate records of the minutes of meetings; and (x) organise provincial *fora* (seminars, conference and workshops) for sharing of project experiences with participation from all the districts in the province.

In each province, the existing Provincial Technical Committee of the Assessment Institute for Agricultural Technology (AIAT) will be strengthened by integrating extension in its mandate to become the PTEC for SOLID with the members designated by a Governor's Decree. This committee will provide advice, recommendations, and feedback on the implementation of the Project at the provincial level. The membership will be across sectors with representatives from public agencies (50%) and non-government institutions (50%), including private entrepreneurs, NGOs, *Kamar Dagang dan Industri (KADIN)* – Indonesian Chamber of Commerce and Industry, civil society, etc. (about 30% women).

2.3 District Level. In each district, a DPMO, headed by a District Project Manager (DPM), will be established in the District Lead Implementing Agency. As a multi-sector extension team already exists at the district level under the Agency of Agriculture Extension, the Project will request them as team members in a District Technical and Extension Committee (DTEC) for the provision of project supported services and activities when needed. Therefore, the DPMO and DTEC will be responsible for overall project management at the district and sub-district levels and to: (i) select target villages based on the agreed phasing of villages and the selection criteria; (ii) manage all Project activities implemented at the village, sub-district, and district levels; (iii) receive village plans and activity proposals from target villages and forward these to the DTEC for technical evaluation and approval/rejection for funding; (iv) consolidate approved proposals and include them in the district annual work plan and budget (D-AWPB) for submission to the PPCO; (v) ensure that the financial management is efficient, prepare quarterly financial reports for submission to the PPCO on a timely manner; (vi) procure the services of individual consultants required and ensure that procurement staff comply with IFAD procurement procedures and guidelines; (vii) operate the M&E/RIMS systems, and prepare semi-annual and annual progress reports for submission to the PPCO; (viii) ensure that technical guidance and implementation support are provided to all target villages; (ix) coordinate all the activities of the service providers; (x) organise trainings in collaboration with the PPCO and carry out annual evaluation of staff; and (xi) assist in organising meetings of the DTEC and keep accurate records of the minutes of meetings.

2.4 DTEC. In each district, the Lead Implementing Agency will establish a multi-sectorial DTEC to provide policy advice and overall coordination during Project implementation. The DTEC will be established through a decree of the *Bupati* before the start of the Project. The membership of the committee will consist of representatives from public agencies (50%) and non-government institutions (50%), including private entrepreneurs, NGOs, producer/farmer groups, civil



society organisations, etc. (about 30% women). The responsibility of the DTEC will be to: (i) receive and verify the technical feasibility of proposals from the target villages and recommend the qualifying proposals for funding; (ii) provide technical guidance to the Farmer Facilitators (FFs) and Commercial Village Officers (CVOs); (iii) prepare training modules and train field extension workers, FFs, and CVOs; (iv) prepare appropriate communication materials, in collaboration with the PPCO, for distribution to community groups in the target villages; (v) periodically monitor and evaluate the Project activities at the village level; and (vi) strengthen linkages of the DPMO with other technical staff in collaborating and other institutions in the district to enhance Project implementation.

- 2.5 Sub-district Level. Project implementation at the sub-district level will be through the existing integrated Sub-District Extension Offices (*BPP*) consisting of extension staff with expertise and experience in agriculture, forestry, and fishery as technical and extension team when needed. The extension team in each sub-district will provide technical guidance and facilitation to the various village/community groups in the target villages, based on their specific needs and will advise and facilitate the technical aspects of village planning and the preparation of village proposals for funding by the Project.

### 3. Project Staff

The selection of staff to be assigned to Project activities will follow a competitive and transparent recruitment process and shall include the establishment of a staff selection committee at the provincial and district levels.

The Project Coordinator or the Project Manager shall not be appointed, removed or transferred from the Project, until the completion of the Mid-Term Review, except in the case of unsatisfactory job performance or promotion, without the prior no-objection from IFAD.

## Schedule 2

### Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of eligible expenditure
I. Civil Works	4 620 000		100 % net of taxes
II. Vehicles, Equipment and Materials	7 770 000		100 % net of taxes
III. Capacity Building, Studies and Workshops	8 530 000	175 000	100 % net of taxes
IV. Matching Funds	4 360 000		100 % net of taxes
V. International Consultant		60 000	100 % net of taxes
VI. Local Consultant and NGO Services	1 990 000	375 000	100 % net of taxes
VII. Unallocated	3 030 000	65 000	
<b>TOTAL</b>	<b>30 300 000</b>	<b>675 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

*Matching Funds.* The Project shall provide Matching Funds to SHGs and Federations (over a three year period). As defined in the Project Implementation Manual, on attaining a certain threshold, the groups shall be eligible to receive initial matching funds from the Project to expand their Group Revolving Fund lending activities with a second tranche to follow when the groups are assessed as having met criteria that demonstrates their increasing maturity. Federations will be eligible to receive matching funds to finance business plans based on established criteria.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 500 000.

## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

Poverty reduction strategy paper

### **IFAD reference documents**

Project design document and key files

IFAD Results-based Country Strategic Opportunities Programme (COSOP) for Indonesia  
2009-2013

# Logical framework

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p><b>Goal</b></p> <p>Improved livelihoods (incomes and food security) and reduced incidence of poverty for people in the targeted villages in the two provinces.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Income poverty indicators reduced by 50 per cent in accordance with the CMDG1 target for 2015.</li> <li>25 per cent increase in the ownership of household assets (average value of the household asset index).*</li> <li>Reduction in child malnutrition* (averages for target villages) by 25 per cent.</li> <li>Target group households<sup>2</sup> with improved food security (months per year reduced from an average of 6 months to below 3 months).</li> </ul> <p>(Targets: number of villages and federations: 330; households: 3,300 groups and 49,500 households).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Monitoring of the MDGs.</li> <li>RIMS impact assessment surveys (baseline, annual, MTR and PCR).</li> <li>WFP Food Insecurity Atlas.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Macro-economic and political stability and continued government support for decentralisation.</li> <li>AFS and Province and District legislatures support Programme's approach and strategy.</li> </ul>
<p><b>Outcomes</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Village institutions and self-help groups and federations functioning effectively.</li> <li>Target group farmers use improved, sustainable production systems and low levels of purchased inputs</li> <li>Target communities using improved natural resource management systems.</li> <li>Self-help groups and unions/ federations operating as successful elements of the value chains for the targeted commodities.</li> <li>Improved small-scale infrastructure available in the target villages with the community organisations undertaking their operation and/or maintenance.</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>330 village administrations with improved capacity for social and economic development and natural resource management.</li> <li>24 750 (50 per cent of total target HHs) farmers reporting increased production from their plots.</li> <li>24 750 (50 per cent of total target HHs) farmers adopting technology recommended by the project (by gender).</li> <li>330 villages operating new sustainable community-based natural resource management schemes (type and length of operation).</li> <li>24 750 (50 per cent of total target HHs) target group households reporting new marketing arrangements</li> <li>12 375 ha (25 per cent of total target HHs) farmers with sustainable access to irrigation water.</li> <li>Km of farm production and access roads maintained.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme MIS and participatory impact monitoring.</li> <li>Annual RIMS report.</li> <li>Supervision reports</li> <li>GEF reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Villagers participate to the extent envisaged and adopt the approaches promoted.</li> <li>Assumed rates of technology uptake are achieved.</li> <li>Communities adopt the community approaches to natural resources management to the extent envisaged.</li> <li>Assumed rates of marketing uptake are achieved.</li> <li>Communities assume responsibility for O&amp;M.</li> </ul>
<p><b>Outputs</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1.1 Communities mobilised and self-help and unions/federations established.</li> <li>1.2 Extension services improved to facilitate increased agricultural productivity by smallholders.</li> <li>1.3 Extension services improved to assist communities improve their management of natural resources.</li> <li>1.4 Availability of services to improve market returns by the self-help groups and unions/federations.</li> <li>1.5 Small-scale rural infrastructure improved.</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>37 125 (75 per cent) households receiving project services (total project, m/f.).</li> <li>3 300 SHGs and Federations formed.</li> <li>49,500 SHG members.</li> <li>37 125 (75 per cent) households accessing technical advisory services facilitated by the project.</li> <li>1 980 (2 per village per year for 3 years) demonstrations held on farmers' land.</li> <li>3 300 community management groups formed/strengthened- 330 resource management plans enacted</li> <li>15 per cent of village land area improved through soil and water conservation measures.</li> <li>No of infrastructure schemes constructed/ rehabilitated.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme MIS and participatory impact monitoring.</li> <li>Annual RIMS report.</li> <li>Supervision reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Village administrations and villagers accept participatory development approaches.</li> <li>Village administrations and villagers accept participatory development approaches.</li> <li>Appropriate low input and environmentally sustainable technology available.</li> <li>Village administrations and villagers support community approaches to natural resources management.</li> <li>Appropriate market opportunities available.</li> <li>Villagers agree to participate with the community participation in procurement procedures.</li> </ul>

<sup>2</sup> All household and enterprise data is to be disaggregated by the gender of the household head involved, the socio-economic status of the household and whether or not from an indigenous ethnic group i.e. Indigenous People.